

Un montage de photos du président américain Donald Trump et du président vénézuélien Nicolas Maduro.



© KAMIL KRZACZYNSKI / AFP

Anti Social

Quel bilan économique pour les populistes lorsqu'ils accèdent au pouvoir ? Les réponses édifiantes d'une étude analysant 120 ans d'expériences politiques à travers le monde

Une étude publiée dans l'*American Economic Review* livre un verdict sans appel sur l'expérience du populisme en politique. En moyenne, quinze ans sous un régime populaire se traduisent par une baisse de 10 % du PIB par habitant. Les populistes de gauche, portés par des politiques interventionnistes et redistributives, creusent davantage le déficit économique. Entre déclin institutionnel, désinvestissement et érosion de la confiance, l'économie paie le prix fort du rejet des élites.

Atlantico : L'étude [**Populist Leaders and the Economy**](#) de **Funke, Schularick et Trebesch**, publiée dans l'*American Economic Review*, analyse 120 ans d'expériences populistes (1900-2020) à travers 51 leaders dans plus de 60 pays, montrant une chute moyenne de 10 % du PIB par habitant après 15 ans sous des régimes populaires. Quels mécanismes économiques expliquent pourquoi les gouvernements populaires de gauche, souvent influencés par des politiques anti-capitalistes ou proches d'idées communistes, [**entraînent des pertes économiques plus marquées que les populistes de droite**](#), qui s'inscrivent généralement dans un cadre capitaliste autoritaire ?

Don Diego de la Vega : L'étude a le mérite de poser chiffres sur table, de rapprocher rhétorique politique et résultats macro, et de rappeler un point essentiel : lorsque les contre-pouvoirs s'érodent, l'investissement recule, la prime de risque augmente, et la croissance potentielle finit par s'étioler. Sur ce plan, elle cadre utilement la discussion.

Ensuite, il faut rappeler que cette étude repose sur une classification fragile. Mais cette ambition louable se heurte très vite à la [réalité](#) du terrain. Définir le populisme est déjà complexe ; distinguer populisme de gauche et populisme de droite relève de l'exercice d'école. Historiquement, les régimes qualifiés de populistes mélangeant des éléments venus des deux camps : nationalisme, protectionnisme, clientélisme, discours anti-élite, et culte du chef. C'est un cocktail inflammable où l'idéologie compte souvent moins que la rhétorique.

Prenez Juan Perón, en Argentine : redistribution massive et rhétorique sociale d'un côté, alliances avec des régimes fascistes de l'autre. Était-il de gauche ou de droite ? Impossible à dire. Le populisme se nourrit du rejet des élites plus que d'un positionnement doctrinal. Et cette ambiguïté rend les analyses économiques délicates, car elles comparent des régimes incomparables.

Les populistes de gauche sont souvent accusés de provoquer des crises économiques plus graves que leurs homologues de droite. Mais c'est une tautologie : lorsqu'on mène des politiques anti-business ou de planification centralisée, on obtient logiquement de mauvais résultats économiques. Pas besoin d'une étude sur 120 ans pour le démontrer. C'est le cas du Venezuela sous Chávez, ou du péronisme argentin, qui a conduit à une économie exsangue malgré un soutien populaire persistant.

À l'inverse, les populistes dits de droite – comme Orbán en Hongrie ou, dans une certaine mesure, Trump – opèrent dans des économies capitalistes où la propriété privée et les entreprises restent centrales. Leurs politiques sont autoritaires, protectionnistes et clientélistes, mais pas fondamentalement anticapitalistes. Cela limite les dégâts à long terme.

Jean-Marc Siroën : L'article cité, publié par la plus prestigieuse des revues scientifiques de la discipline, utilise des méthodes statistiques sophistiquées qui ne doivent pas nous faire perdre de vue son hypothèse méthodologique implicite : le populisme et la croissance économique ont des déterminants stables dans le temps, même sur 120 ans. Mais peut-on mettre sur le même plan l'Italie de Mussolini, le Brésil de Vargas et l'Angleterre de Boris Johnson (tous pris en compte dans l'étude) ?

Les résultats révèlent une tendance – une moyenne si l'on préfère –, qui peut cacher d'importantes disparités entre les différentes expériences. Même si les auteurs « s'amusent » à distinguer le populisme de gauche de celui de droite, ils insistent surtout sur le populisme en général qui serait globalement défavorable à la croissance. Ainsi, dans leur article, les auteurs comparent les expériences des pays dirigés par un populiste relativement aux performances des autres pays. Sur 15 ans leur PIB par habitant serait effectivement 10% plus faible. Si la contre-performance du populisme classé à gauche apparaît plus marquée que celle du populisme classé à droite, ce dernier persiste à faire moins bien que les non-populistes.

On peut néanmoins douter des tests de causalité (les auteurs sont très prudents sur ce point) : le populisme conduit-il à de moindres performances ou de moins bonnes performances conduisent-elles au populisme ?

Les auteurs de l'étude ont dû, au préalable, préciser leurs critères. Les politiques ne sont pas classées en fonction de leur nature (politique de l'offre ou de la demande, équilibre budgétaire, politique monétaire, etc.) mais du discours des leaders qui les mettent en œuvre. Sont ainsi considérés comme populistes les dirigeants qui auraient un « discours » du type « entre les peuples et leurs élites (establishment), il faut suivre les peuples même (surtout ?) si c'est contre les élites ». Les « peuples » détiendraient la vérité quand l'« élite » (le « système », l'« establishment ») ne serait motivé que par leurs seuls intérêts. Ajoutons que les « misères » que le peuple subit ne seraient pas seulement dues à l'« oligarchie » nationale, mais aussi au reste du monde qui menacerait la souveraineté du pays : les Etats-Unis, les multinationales, les marchés financiers, les organisations internationales, les étrangers, etc. Autour de ce fonds commun, le populisme de gauche mettrait l'accent sur la distribution et le social, la droite sur le culturel, la religion, l'immigration.

Dans la liste des dirigeants populistes classés à gauche par les auteurs, on ne trouve pas de « cryptocommunistes ». Certes, même le vénézuélien Ugo Chávez, classé comme populaire de gauche, se réclamait davantage de Bolivar que de Marx. Fidel Castro, pas davantage que les dirigeants communistes de l'ex-URSS ou de la Chine n'y figurent pour une raison simple : ils sont mieux que populistes : dictateurs, ce qui est encore autre chose. Prendre ses distances avec l'état de droit ou la liberté de la presse est une chose, les supprimer dans un régime policier avec parti unique en est une autre. On retrouve ainsi dans la liste des populistes de gauche des dirigeants aussi peu communistes que Perón, Vargas, Soekarno, Indira Gandhi ou le très ambigu Robert Fico. Reconnaissions que le choix des auteurs laisse parfois pantois : Hitler et Mussolini sont dans la liste des populistes (de droite), mais pas Staline ! Poutine non plus d'ailleurs, ce qui peut étonner.

Cela dit, les leaders populistes classés à gauche privilégieraient des objectifs plus directement liés à l'économie que les populistes de droite plus « sociétaux » ce qui les expose moins. Les premiers seraient davantage disposés à chambouler l'ordre économique à leurs risques et périls en favorisant la redistribution et en s'accommodant des déficits budgétaires et du surendettement aux conséquences plus négatives que les mesures économiques moins disruptives et en général plus orthodoxes des populistes de droite.

L'étude indique que les populistes de gauche auraient un impact économique plus négatif que ceux de droite. Peut-on identifier, à partir des données historiques, des exemples concrets où des politiques populistes de gauche, proches d'un modèle communiste, ont conduit à des crises économiques spécifiques, et comment ces crises diffèrent-elles de celles observées sous des régimes populistes de droite opérant dans un cadre capitaliste ?

Don Diego de la Vega : Les exemples ne manquent pas, mais tous sont discutables, car la frontière entre populisme et dictature est floue. Le péronisme reste l'exemple canonique : redistribution à outrance, contrôle de l'économie, discours anti-libéral, et à la clé, une

stagnation durable. Même aujourd’hui, l’Argentine reste prisonnière de cette matrice économique et identitaire.

On peut aussi citer le Venezuela chaviste, où l’anti-capitalisme militant s’est mué en effondrement économique. Là encore, le schéma est classique : nationalisation, contrôle des prix, dépendance à la rente pétrolière, hyperinflation, puis effondrement.

Mais il faut noter que ces expériences ne sont pas vraiment comparables aux régimes populistes de droite, car elles cessent souvent d’être démocratiques. Le populisme suppose une élection, une légitimité populaire. Or la plupart des régimes dits “de gauche” glissent rapidement vers la dictature ou le parti unique. À l’inverse, les populistes de droite restent souvent dans un cadre électoral, fût-il biaisé.

Quant aux populismes capitalistes autoritaires, comme le régime Orbán, ils mêlent contrôle politique et pragmatisme économique. Aides aux familles, redistribution ciblée, protectionnisme mesuré : ce sont des populismes de droite “sociaux”, mais pas anti-business. Ils n’effondrent pas leurs économies, ils les capturent.

Jean-Marc Siroën : L’étude ne considère pas les crises elles-mêmes mais le taux de croissance du PIB par habitant sur une moyenne période (15 ans), avec ou sans crises. L’étude ne permet donc pas d’affirmer que l’un ou l’autre des populismes aurait connu, voire provoqué, davantage de crises que l’autre.

Si on prend néanmoins le cas extrême du Venezuela de Chavez et Maduro, figures emblématiques du populisme de gauche et qui, malgré ses échecs dramatiques, conserve quelques admirateurs, le schéma est assez clair. Ce pays bénéficiait d’une manne tombée du ciel, la rente pétrolière, néanmoins exposée à ce que les économistes appellent le « mal hollandais ». Dans cette situation, une monnaie surévaluée risque d’affecter aussi bien l’agriculture et l’industrie. Il existe pourtant des solutions à la norvégienne : stériliser une partie de cette rente dans un fonds « souverain » destiné à financer les retraites. La politique populiste de Chavez qui visait à distribuer largement et immédiatement (corruption comprise) cette rente pétrolière, loin de prévenir le « mal hollandais » l’a dramatiquement aggravé en provoquant l’inflation (et même l’hyperinflation avec le financement monétaire du déficit budgétaire), le déclin accéléré de l’agriculture, la ruine de l’industrie, y compris de l’industrie pétrolière. Le cas vénézuélien, qui depuis 25 ans affiche un taux de croissance annuel négatif, a sans doute beaucoup pesé le taux de croissance déprimé de l’ensemble des populismes de gauche...

À relever que si, en Europe, les gouvernements populistes de droite ont mené avec quelques succès des politiques économiques libérales, souvent soutenues financièrement par l’Union européenne (très décriée par ailleurs), les années Berlusconi, populiste de droite, ont au contraire connu de très faibles taux de croissance.

La conclusion est assez claire : qu’ils soient de gauche ou de droite, les leaders populistes ne peuvent pas affirmer « scientifiquement » que l’histoire leur donne raison.

Comment l'étude quantifie-t-elle les effets à long terme des gouvernements populistes sur les institutions économiques et la désintégration économique, et dans quelle mesure ces impacts varient-ils entre les populismes de gauche, marqués par une planification centralisée, et ceux de droite, souvent compatibles avec un capitalisme autoritaire ?

Don Diego de la Vega : L'étude est réductrice. Elle repose sur des moyennes de PIB ou de croissance, sans prendre en compte la complexité institutionnelle, sociale ou politique des pays concernés. On agrège des expériences disparates sur un siècle : l'Amérique latine des années 1930, l'Europe de l'entre-deux-guerres, les démocraties actuelles. On mélange torchons et serviettes.

Les auteurs observent que les populismes de gauche produisent en moyenne plus de "drawdowns" économiques que ceux de droite, mais la base statistique est mince. Il n'y a pas assez de cas comparables, ni de définitions homogènes.

Et puis, les politiques populistes, qu'elles soient de droite ou de gauche, se ressemblent plus qu'elles ne diffèrent : protectionnisme, clientélisme, interventionnisme arbitraire, et attaques contre les contre-pouvoirs. Ce sont ces mécanismes qui fragilisent les institutions économiques, bien plus que la couleur idéologique du régime.

Enfin, l'étude ne mesure pas ce qui compte vraiment : l'inflation, la [corruption](#), la destruction du capital humain, ou la perte de crédibilité institutionnelle. Réduire tout cela à un chiffre de PIB est scientifiquement faible.

Quelles conclusions peut-on tirer sur les risques économiques actuels des mouvements populistes, notamment ceux s'inspirant d'idées communistes ou anti-capitalistes, dans un contexte mondial où les pressions environnementales et sociales remettent en question les modèles capitalistes traditionnels ?

Don Diego de la Vega : On pense évidemment à Jean-Luc Mélenchon, dont la rhétorique reprend certains accents du populisme de gauche latino-américain. Mais il faut distinguer la posture du programme réel. Le risque d'un "choc fiscal" ou d'un raid anti-business existe, mais la contrainte européenne – budgétaire, monétaire, institutionnelle – limite considérablement la marge de manœuvre. Même un populisme de gauche élu en France finirait, comme en 1983, par se convertir à la rigueur.

Les grands équilibres sont ailleurs. Le populisme d'aujourd'hui ne se nourrit plus seulement de revendications économiques, mais de fractures identitaires et culturelles. On vote pour ou contre l'immigration, pour ou contre l'Europe, pas pour ou contre la relance. L'économie devient secondaire, un simple instrument du ressentiment.

Et c'est bien là le problème des études comme celle-ci : elles tentent de mesurer en points de PIB des phénomènes qui relèvent d'abord de la psychologie collective. Le péronisme fut une catastrophe économique, mais il a façonné durablement l'identité argentine. Les électeurs ne votent pas toujours pour la croissance : ils votent pour une appartenance, une revanche ou un symbole.

Au fond, le seul enseignement solide, c'est que toute politique durablement anti-business finit par se payer. Mais tout n'est pas économique : il existe des choix politiques, symboliques ou géopolitiques qui peuvent justifier – un temps – le sacrifice de la prospérité. Le populisme, de droite comme de gauche, s'inscrit dans ces logiques passionnelles.

Au final, les auteurs de l'étude cherchent à quantifier l'impact économique du populisme, mais ils passent à côté de sa nature même : un phénomène politique, émotionnel et identitaire, difficilement mesurable. Les populistes échouent souvent économiquement, certes, mais ils triomphent électoralement. Et c'est peut-être là, paradoxalement, leur véritable succès.